

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 septembre 2023
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 26 septembre 2023, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Conformément à la résolution [2628 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité et au communiqué PSC/PR/COMM.1173 (2023) du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint (voir annexe) une lettre datée du 22 septembre 2023 qui vous est adressée par le Président du Conseil de paix et de sécurité, Churchill Ewumbue-Monono, par laquelle il vous transmet le communiqué susmentionné ainsi qu'une évaluation technique conjointe de la première phase du retrait de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie, conformément à la résolution [2687 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Représentant permanent,
Coordonnateur des membres africains du Conseil de sécurité
(Signé) Pedro Comissário Afonso



**Annexe à la lettre datée du 26 septembre 2023 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Mozambique auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Au nom du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué PSC/PR/COMM.1173 (2023), adopté par le Conseil de paix et de sécurité à sa 1173^e réunion, tenue le 14 septembre 2023, sur la situation en Somalie et les opérations de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (voir pièce jointe I), ainsi que l'évaluation technique conjointe de la première phase du retrait (voir pièce jointe II).

Conformément à la résolution [2687 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité, l'évaluation technique conjointe a été menée pour évaluer la première phase du retrait et fixer des critères pour la deuxième phase.

J'ai donc le plaisir de transmettre au Conseil de sécurité, par votre intermédiaire, les deux documents susmentionnés pour examen.

Le Représentant permanent de la République
du Cameroun auprès de l'Union africaine,
Président du Conseil de paix et de sécurité
de l'Union africaine pour septembre 2023
(Signé) Churchill **Ewumbue-Monono**

Pièce jointe I

[Original : anglais et français]

PSC/PR/COMM.1173 (2023)

COMMUNIQUÉ

Adopté par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) à sa 1173^e réunion tenue le 14 septembre 2023 sur la situation en Somalie et les opérations de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS)

Le Conseil de paix et de sécurité,

Rappelant toutes ses décisions et déclarations antérieures sur la situation en Somalie et sur ATMIS, notamment le Communiqué [PSC/PR/COMM.1143 (2023)] adopté à sa 1043^e réunion tenue le 7 mars 2023, le Communiqué [PSC/PR/COMM.1123 (2023)] adopté à sa 1023^e réunion tenue le 30 novembre 2022 et le Communiqué [PSC/PR/COMM.1068 (2021)] adopté à sa 1068^e réunion tenue le 8 mars 2022, ainsi que la résolution 2628 (2022) du Conseil de sécurité des Nations unies qui a autorisé la reconfiguration de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) et la résolution 2687 (2023) du Conseil de sécurité des Nations unies ;

Réaffirmant la solidarité de l'UA avec le Peuple et le Gouvernement fédéral de Somalie dans leurs aspirations à une paix durable, à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité, qui bénéficieront à la région de la Corne de l'Afrique et au continent dans son ensemble, **réaffirmant également** l'engagement indéfectible de l'UA à respecter l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'unité de la Somalie ;

Notant les remarques d'ouverture de S.E. l'Ambassadeur Churchill Ewumbue Monono, Représentant permanent de la République du Cameroun auprès de l'UA et Président du Conseil de paix et de sécurité (CPS) pour le mois de septembre 2023, les remarques de S.E. l'Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, la communication de S.E. l'Ambassadeur Souef Mohamed El-Amine, Représentant spécial du Président de la Commission pour la Somalie et Chef de l'ATMIS, **notant** également les déclarations des représentants du Gouvernement fédéral de Somalie, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), et des Nations Unies (ONU) ;

Agissant en vertu de l'article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité,

1. **Félicite** le Gouvernement fédéral de Somalie (GFS) pour les initiatives qu'il continue de prendre en vue de s'approprier et de diriger pleinement les processus de stabilisation et de réconciliation de la Somalie, en particulier dans les zones libérées, et **salue** la coopération soutenue entre le GFS et les États membres fédéraux, marquée par la tenue de réunions régulières du Conseil consultatif national (CCN), présidé par S.E. Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie ;

2. **Félicite** S.E. Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie, pour ses efforts soutenus et son soutien à la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) et à la Commission de l'UA, afin de continuer à contribuer à la stabilisation et à la protection de l'intégrité territoriale du pays contre les assauts d'Al-Shabaab, **appelle** le GFS à consulter la Commission de l'UA sur toute décision nationale ayant une incidence sur le personnel de l'ATMIS ;

3. **Salue** le rapport de l'évaluation technique conjointe (JTA) faisant état de l'évaluation de l'impact de la Phase I du retrait, notamment l'évaluation de la menace,

les résultats obtenus par l'ATMIS, les enseignements tirés, les besoins de financement, le plan détaillé, le calendrier de la phase 2 du retrait, ainsi que les conséquences du retrait de 3 000 soldats de l'ATMIS d'ici le 30 septembre 2023, **et félicite** le Gouvernement fédéral de la Somalie (GFS) et l'ATMIS pour la réussite de la réalisation de la JTA, en collaboration avec d'autres partenaires et parties prenantes ;

4. **Se félicite en outre** des conclusions de la réunion du Comité de coordination des opérations militaires en Somalie (CCOM) tenue le 6 septembre 2023 sur les modalités d'achèvement de la phase 2 du processus de retrait ;

5. **Souligne** que l'évaluation de la menace établit qu'Al-Shabaab demeure la principale menace pour la paix et la sécurité en Somalie, et **se déclare préoccupé** par le fait qu'Al-Shabaab conserve une influence sur certaines principales routes d'approvisionnement, ce qui lui permet d'extorquer de l'argent aux populations par le prélèvement de taxes illégales ;

6. **Réaffirme** l'importance de consolider les acquis en matière de paix et de sécurité en Somalie et **décide**, conformément à la résolution 2628 (2022) et à la résolution 2687 (2023) du Conseil de sécurité des Nations unies, de retirer, sans aucune condition, 3 000 soldats de l'ATMIS d'ici au 30 septembre 2023 et ce, de manière équitable, afin d'éviter tout vide sécuritaire, **décide en outre** de retirer 851 membres du personnel de police de l'ATMIS conformément aux directives du GFS ;

7. **Souligne** la nécessité impérieuse de veiller à ce que le retrait des troupes soit entrepris de manière à ne pas laisser l'ATMIS vulnérables aux attaques et que tous les efforts soient orientés vers une protection accrue des forces de l'ATMIS pendant et après le retrait, ainsi que vers la protection des populations dans la zone d'opérations de l'ATMIS ;

8. **Rend hommage** aux pays contributeurs de troupes et de police de l'UA (PCCT/P) pour leurs sacrifices, leurs contributions et leur dévouement tout au long des dernières années en faveur de la paix en Somalie, **rend en outre hommage** à tous ceux qui ont consenti le sacrifice suprême dans le pays au service de l'humanité ;

9. **Se déclare profondément** préoccupé par les récentes attaques d'Al-Shabaab, qui ont fait plusieurs morts et détruit des installations et des infrastructures clés, ce qui montre qu'Al-Shabaab reste une menace sérieuse pour la paix et la stabilité en Somalie, **exprime sa préoccupation** quant au fait qu'Al-Shabaab pourrait exploiter toute lacune pendant ou après le retrait des 3 000 soldats de l'ATMIS si cela n'est pas fait de manière équitable ;

10. **Félicite** l'ATMIS pour sa contribution à l'affaiblissement d'Al-Shabaab, à la réduction de sa menace et à la protection des principales routes d'approvisionnement, des agglomérations et des infrastructures essentielles, y compris les aéroports et les ports maritimes ;

11. **Condamne avec la plus grande fermeté** les attaques terroristes d'Al-Shabaab contre les civils, l'ATMIS, les Forces de sécurité somaliennes et les membres du GFS, ainsi que les infrastructures du pays ;

12. **Réitère** la demande du GFS pour la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Somalie et demande que les Forces de sécurité somaliennes (FSS) soient dotées d'une puissance de feu et de ressources suffisantes pour leur permettre de réduire les menaces posées par Al-Shabaab ;

13. **Encourage** les Forces de sécurité somaliennes à redoubler encore d'efforts pour maintenir les Bases opérationnelles avancées (BOA) et sécuriser les zones desquelles les troupes de l'ATMIS se retireront ; À cet égard, **demande** aux

partenaires d'accroître leur soutien aux Forces de sécurité somaliennes, notamment en consolidant la constitution de forces, avec les capacités et les structures correspondantes, en particulier le renseignement, la surveillance et la reconnaissance (ISR) et l'aviation, y compris l'évacuation des blessés (CASEVAC) et l'évacuation médicale (MEDEVAC), afin d'améliorer leurs performances ;

14. ***Se déclare préoccupé*** par les graves problèmes humanitaires et ***encourage*** les Forces de sécurité somaliennes à créer des couloirs de sécurité pour l'acheminement de l'aide humanitaire, et à s'assurer que les services essentiels tels que la nourriture, l'aide médicale et les moyens de survie ne soient pas affectés ;

15. ***Souligne la nécessité impérieuse*** d'intégrer les forces de sécurité régionales dans les forces et institutions de sécurité somaliennes et ***reconnaît*** l'importance d'associer les États membres fédéraux à l'ensemble du processus de retrait et à la mise en œuvre continue de l'Architecture de sécurité nationale ;

16. ***Réitère en outre*** sa décision sur la nécessité d'organiser une conférence des donateurs afin de soutenir le GFS dans ses efforts en matière de constitution de forces, de stabilisation du pays et de réponse aux défis humanitaires résultant à la fois de l'insécurité et des chocs liés au changement climatique, ***appelle*** les partenaires bilatéraux et internationaux à redoubler d'efforts pour soutenir financièrement le GFS dans ses efforts nationaux ;

17. ***Demande*** à la Commission de l'UA, en collaboration avec le GFS, d'entreprendre une étude pour évaluer les progrès accomplis par le GFS en matière de réformes, de constitution de forces et de préparation à la stabilisation du pays, ainsi qu'une évaluation des besoins pour déterminer le soutien nécessaire pour accompagner le GFS dans son aspiration à démanteler Al-Shabaab et à protéger l'intégrité territoriale du pays ;

18. ***Demande*** également au Président de la Commission d'élaborer une stratégie de retrait viable de l'ATMIS. Cette stratégie devrait intégrer des propositions relatives à la poursuite de l'engagement et du soutien de l'UA à l'égard de la Somalie après le 31 décembre 2024.

19. ***Demande en outre*** à la Commission de l'UA d'accélérer l'opérationnalisation du Comité ministériel de lutte contre le terrorisme de l'UA, tel que décidé par la 16^e Session extraordinaire de la Conférence de l'Union africaine sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique, tenue le 28 mai 2022 à Malabo (Guinée équatoriale) ;

20. ***Charge*** la Commission de l'UA de transmettre le présent communiqué au Conseil de sécurité des Nations Unies, conformément à la résolution [2628 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité des Nations Unies ; et

21. ***Décide*** de demeurer activement saisi de la question.

Pièce jointe II

[Original : anglais et français]

ÉVALUATION TECHNIQUE CONJOINTE**SEPTEMBRE 2023****TABLE DES MATIÈRES**

LISTE DES ABBRÉVIATIONS	7
RÉSUMÉ ANALYTIQUE : RAPPORT D'ÉVALUATION TECHNIQUE CONJOINTE	8
INTRODUCTION	10
METHODOLOGIE	11
PREMIÈRE PARTIE : ÉVALUATION DE L'INCIDENCE DU RETRAIT DE LA PHASE	11
1.1 Évaluation de la menace	12
1.2 Évaluation de l'ATMIS	14
1.3 Fonctionnement des BOA et défis	16
1.3.a La fonction des BOA	16
1.3.b Retrait et impact sur les populations civiles	19
1.4 Enseignements tirés de la Phase 1 du retrait	20
1.5 Besoins de financement	21
PART 2: PLAN DÉTAILLÉ ET ÉCHÉANCIER DE RETRAIT DE L'ATMIS	22
Plan de retrait des bases opérationnelles avancées potentielles à démanteler/transférer . .	22
Calendrier de la Phase 2 du retrait de 3000 soldats	23
Approches novatrices pour préserver les acquis du Gouvernement Fédéral de Somalie sur le terrain	23
RECOMMANDATIONS	24
a. Recommandations stratégiques et en matière de sécurité:	24
b. Recommandations relatives à l'administration et à la coordination	24
c. Recommandations relatives au financement et aux ressources	25

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AS	Al-Shabaab
ATMIS	Mission de transition de l'Union africaine en Somalie
C2	Commande et Contrôle
CAS	Appui aéroportuaire rapproché
CASEVAC/MEDEVAC	Évacuation des blessés/Évacuation médicale
CIMIC	Coopération civilo-militaire
CONOPS	Concept d'opérations
FGS	Gouvernement fédéral de Somalie
FMS	États membres fédéraux
BOA	Bases opérationnelles avancées
HOTO	Transfert/Reprise des responsabilités en matière de sécurité
PDI	Personnes déplacées internes
EEI	Engins explosifs improvisés (EEI)
ISIL	État islamique en Irak et au Levant
ISR	Intelligence, Surveillance et Reconnaissance
JOC	Centres d'opérations conjointes
JTA	Assistance technique conjointe
MSRs	Principales routes d'approvisionnement
NSArch	Architecture nationale de sécurité
SNAF	Forces armées nationales somaliennes
SSF	Forces de sécurité somaliennes
PCT	Pays contributeurs de troupes
ONU	Organisation des Nations unies (Nations unies)
BANUS	Bureau d'appui des Nations unies en Somalie

RÉSUMÉ ANALYTIQUE : RAPPORT D'ÉVALUATION TECHNIQUE CONJOINTE

Ce résumé analytique présente les conclusions et les recommandations du rapport d'évaluation technique conjointe, qui examine en détail la transition sécuritaire en cours en Somalie. Ce rapport se penche sur le retrait progressif du personnel en uniforme de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) et sur le transfert des responsabilités en matière de sécurité aux Forces de sécurité somaliennes (SSF), tout en proposant une analyse complexe des menaces existantes et en évolution, une évaluation des performances de l'ATMIS, de la fonctionnalité des Bases d'opérations avancées (BOA), des implications du retrait, des enseignements tirés et des besoins cruciaux de financement.

Paysage sécuritaire et menaces persistantes :

L'évaluation commence en faisant toute la lumière sur la dynamique complexe de la sécurité en Somalie. Elle souligne les menaces redoutables que représentent les groupes extrémistes, notamment Al-Shabaab (AS) et l'État islamique d'Iraq et du Levant (ISIL) en Somalie. Al-Shabaab demeure une menace dominante, employant des tactiques asymétriques, l'extorsion et des attaques complexes. L'utilisation généralisée d'engins explosifs improvisés (EEI) met en exergue l'impérieuse nécessité d'un soutien soutenu aux FSS en termes d'équipement et de formation à la lutte contre les EEI.

Dimensions humanitaires :

Face à ces défis sécuritaires, la Somalie est confrontée à une grave crise humanitaire. Le rapport reconnaît les efforts inlassables du Gouvernement fédéral de Somalie (GFS) et des organisations humanitaires internationales pour relever ces défis. Malgré l'énormité de la crise, le Gouvernement fédéral somalien reste inébranlable dans son engagement à préserver le bien-être de ses citoyens et à éviter une famine. Cependant, le retrait du personnel de l'ATMIS soulève des inquiétudes quant à la poursuite de la fourniture de services essentiels aux populations vulnérables.

Évaluation de l'ATMIS :

Le rapport procède à une évaluation approfondie de l'ATMIS, soulignant son rôle essentiel dans la mise en place d'un environnement favorable aux processus politiques et dans l'exécution d'opérations réussies contre Al Shabab. Il souligne l'importance des opérations de collaboration, du mentorat et de la protection des infrastructures essentielles. Le rapport met également en lumière les problèmes de coordination entre l'ATMIS et les FSS, en insistant sur l'urgence d'améliorer le partage du renseignement, la conduite d'opérations conjointes et les mécanismes de commandement et de contrôle.

Fonctionnalité des Bases d'opérations avancées (BOA) et défis associés :

L'évaluation porte sur les opérations des Bases d'opérations avancées (BOA) et sur leur rôle essentiel dans l'infrastructure de sécurité de la Somalie. Elle examine les répercussions des transitions des BOA sur les ressources communautaires et souligne la responsabilité qui incombe aux autorités locales lorsque les BOA seront fermées. Le positionnement géographique des BOA et leur relation avec les personnes déplacées en interne (PDI) sont étudiés, révélant un regroupement des sites de PDI autour des zones sécurisées par les forces gouvernementales.

Enseignements tirés de la phase 1 du retrait :

Le rapport tire de précieux enseignements de la phase 1 du retrait, soulignant l'impératif de la constitution de forces et de la poursuite de la mise en œuvre de l'architecture de sécurité nationale. Il souligne les retards dans la prise de décision stratégique, la prévalence de priorités concurrentes en matière de sécurité et le rôle vital d'une planification globale de la sécurité.

Logistique et impératifs de financement :

L'évaluation souligne l'importance cruciale du financement et du soutien logistique aux FSS du moment qu'elles devraient assurer des responsabilités accrues en matière de sécurité. Elle souligne la nécessité de réévaluer les besoins opérationnels, de renforcer les mesures de protection des Forces et de réévaluer le cadre de coopération entre l'ATMIS, l'UNSOS et les FSS. Un examen conjoint des activités planifiées et des besoins financiers associés est considéré comme primordial pour assurer une transition réussie des FSS.

En conclusion, ce résumé analytique résume le contenu du rapport d'évaluation technique conjointe sur la transition sécuritaire en Somalie. Il aborde le paysage sécuritaire, les préoccupations humanitaires, les enseignements tirés et les conditions préalables logistiques et financières essentielles. Il souligne les défis multiples auxquels la Somalie est confrontée et met l'accent sur le rôle essentiel des efforts de collaboration entre les parties prenantes nationales et internationales pour orienter la Somalie vers un avenir stable et sûr.

INTRODUCTION

1. Le transfert des responsabilités en matière de sécurité de la Mission de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) aux Forces de sécurité somaliennes (FSS) marque un moment décisif dans le cheminement de la Somalie vers une paix et une sécurité durable. La Résolution 2687 [2023] du Conseil de sécurité des Nations unies demande un retrait progressif de l'ATMIS, en commençant par la phase 1 et en progressant vers la phase 2, dans le cadre de ce processus de transition. L'objectif final pour la Somalie reste de parvenir à une plus grande sécurité grâce à une transition progressive, conditionnelle et durable des responsabilités en matière de sécurité de l'ATMIS à aux FSS, par le biais du développement d'une SSF efficace, responsable et compétente.

2. Ce rapport présente l'Évaluation technique conjointe (JTA, également appelée "le rapport") du retrait de la phase 1. L'évaluation s'appuie sur un large éventail de sources, notamment les rapports du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Accord sur l'architecture de sécurité nationale de mars 2023, le mandat de l'ATMIS, les évaluations sur le terrain, le rapport de référence de l'Évaluation technique conjointe pour la transition en matière de sécurité en Somalie et les évaluations opérationnelles, afin de développer une conception globale du processus de retrait de la phase 1.

3. L'objectif principal du rapport du JTA est de faire le point sur les progrès réalisés, de mettre en évidence les défis et de tirer les leçons de la phase 1. Cette évaluation servira à identifier la voie à suivre et à mettre en évidence les domaines d'amélioration qui peuvent influencer la planification et la mise en œuvre de la prochaine phase 2 de retrait. En outre, le JTA définit les différentes fonctions et rôles de l'ATMIS dans les secteurs, y compris le soutien logistique, la formation et le renforcement des capacités des FSS. Il cherche à déterminer l'impact qu'une réduction supplémentaire aurait sur ses fonctions et ses rôles et les implications qui en découlent pour le paysage sécuritaire global en Somalie.

4. Cette évaluation s'aligne également sur le mandat prévu à l'alinéa 40 de la section VI de la Résolution 2687 [2023] du Conseil de sécurité des Nations unies, qui stipule : « Le Conseil de sécurité demande au Gouvernement somalien et à l'Union africaine, en consultation avec les Nations unies et les partenaires internationaux, de procéder à une évaluation technique conjointe d'ici au 31 août 2023 pour évaluer la phase 1 du retrait, en tenant compte des enseignements tirés de la phase 1, et en établissant un plan et un calendrier clairs pour la phase 2 du retrait. L'évaluation répond également à l'alinéa 41 de la Résolution 2687 [2023] du Conseil de sécurité des Nations unies, qui stipule que *« le Conseil de sécurité demande à l'Union africaine et au gouvernement somalien de faire le point, d'ici au 15 septembre 2023, sur les préparatifs de la phase 2 du retrait, en tenant compte des enseignements tirés de la phase 1, et en établissant un plan et un calendrier précis pour la phase 2 du retrait »*.

5. Le rapport de l'Évaluation technique conjointe a été sous-tendu par les termes de référence approuvés par le GFS, l'UA et les partenaires, qui ont limité la portée de l'Évaluation technique conjointe à une évaluation complète de la phase 1 de retrait, y compris les enseignements tirés, les défis et les meilleures pratiques, ainsi qu'un plan détaillé et un calendrier pour la phase 2. En raison des contraintes de temps et des limites imposées par l'Évaluation technique conjointe, le GFS et l'UA entendent planifier l'évaluation des phases restantes à un stade ultérieur.

6. L'objectif du rapport de l'Évaluation technique conjointe est d'informer et d'orienter la transition critique en direction d'une Somalie sûre et stable.

MÉTHODOLOGIE

7. La méthodologie de ce rapport est divisée en deux parties correspondant aux deux phases distinctes de l'évaluation :

- a. Évaluation de l'impact du retrait de la phase 1
- b. Planification détaillée et échéancier pour la phase 2

8. Ce rapport comprend une évaluation complète des Bases d'opérations avancées (BOA) qui ont été remises, en se concentrant sur les critères suivants :

- a. Fonctionnalité des BOA, y compris la maintenance, l'état de l'équipement et le soutien logistique.
- b. La sécurité dans la zone environnante, avec un accent particulier sur les activités et les intentions d'Al-Shabaab depuis la remise des BOA.
- c. Évaluation de l'état de préparation opérationnelle des FSS, à l'aide d'un questionnaire complet qui se concentre sur les capacités actuelles et l'efficacité opérationnelle des FSS, mais aussi sur sa capacité d'adaptation et sa planification future.

9. La deuxième partie de la méthodologie a consisté à élaborer un plan et un échéancier détaillé pour le retrait de la phase 2. Pour ce faire, une évaluation complète de la menace posée par Al-Shabaab a été réalisée. Les enseignements tirés de la phase 1 et les progrès réalisés par l'ATMIS et les FSS ont servi de base à la planification de la phase 2. En outre, des considérations ont été faites sur les exigences logistiques et de ressources, y compris les allocations, le fonds d'affectation spéciale de l'UNSOS et les contributions obligatoires de l'UNSOS.

10. Le plan proposé décrit les fermetures des BOA et la remise, ainsi que les délais recommandés pour ce processus. Dans le cadre de cette évaluation, plusieurs approches ont été suggérées afin de maintenir les progrès réalisés jusqu'à présent par les FSS et l'ATMIS.

11. Tout au long de l'évaluation, une approche consultative a été adoptée, impliquant toutes les parties prenantes, y compris les partenaires internationaux de la Somalie, les institutions et agences concernées du Gouvernement fédéral de Somalie, ainsi que l'ATMIS et les FSS. Cette approche a permis d'adopter une perspective globale, en intégrant les idées et les enseignements tirés par les personnes directement impliquées dans le processus de retrait et de transition.

PREMIÈRE PARTIE : ÉVALUATION DE L'INCIDENCE DU RETRAIT DE LA PHASE 1

12. L'objectif de l'analyse d'impact est de fournir un examen complet de la première phase du retrait afin de déterminer un plan et un calendrier clair pour la phase 2 du retrait du personnel en uniforme de l'ATMIS, qui s'inscrit dans le cadre plus large de la transition sécuritaire globale vers un état final durable, tel qu'envisagé dans l'Architecture de sécurité nationale du GFS(NSArch).

13. Cette partie du rapport de l'Évaluation technique conjointe est structurée en plusieurs sections distinctes, garantissant un examen complet du processus de transition en matière de sécurité et de ses implications à multiples facettes. L'approche du rapport de l'Évaluation technique conjointe est la suivante :

- a. Évaluation de la menace
- b. Évaluation des performances de l'ATMIS

- c. Fonctionnalité des BOA et implications en matière de réduction des effectifs
- d. Enseignements tirés
- e. Besoins de financement

1.1 Évaluation de la menace

14. L'objectif de la phase 1 de retrait et de transfert était de faciliter la capacité des FSS à maintenir la sécurité de manière indépendante, une tâche essentielle pour la stabilité à long terme de la Somalie. Toutefois, cette nouvelle responsabilité a été assumée dans le cadre de menaces multiformes qui minent la sécurité de la Somalie, principalement de la part de groupes tels qu'Al-Shabaab (AS) et l'État islamique d'Iraq et du Levant (ISIL) en Somalie. Néanmoins, les défis se manifestent sous diverses formes, telles qu'une crise humanitaire persistante et la capacité et les moyens des FSSF à faire face aux menaces existantes.

1.1.a Menaces sécuritaires

15. AS, malgré la dégradation significative de ses capacités en raison des opérations antiterroristes en cours, reste la menace la plus importante pour la paix et la sécurité en Somalie et dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique.

16. L'intention stratégique d'Al-Shabaab (AS) reste d'établir un califat en Somalie, par la propagation de l'extrémisme violent et d'autres moyens non violents, y compris la persuasion, afin d'étendre son influence par la fourniture de services, la justice et la propagande.

17. Les tactiques d'AS privilégient de plus en plus les attaques complexes et asymétriques, y compris les embuscades, les raids à petite échelle et les assassinats contre le personnel gouvernemental et les civils, sapant ainsi les efforts déployés pour étendre l'autorité de l'État et les fonctions gouvernementales. Au-delà de ces menaces immédiates pour la sécurité, sur le plan économique, l'influence du groupe sur les principales routes d'approvisionnement lui permet d'extorquer d'importantes sommes d'argent à la population, créant ainsi une source de revenus illicites qui renforce encore ses capacités opérationnelles.

18. Pour assurer sa survie et financer ses opérations militaires, l'AS recourt principalement à l'extorsion en Somalie sous le prétexte de "Zakawaat". Par le biais de l'extorsion, AS applique une taxe monétaire de 2,5 % sur les entreprises et collecte des articles non monétaires auprès de divers clans pour ses combattants. AS impose également des paiements aux clans, aux communautés et aux entreprises dans sa zone d'influence. Les unités de l'Armée nationale (SNAF) et de l'ATMIS envahies par AS offrent également des possibilités de réapprovisionnement en armes et en munitions.

19. Du fait des menaces liées aux engins explosifs improvisés, il est urgent de continuer à soutenir les FSS en leur fournissant des équipements et une formation en matière de lutte contre les engins explosifs improvisés, une nécessité qui devient de plus en plus cruciale à chaque phase ultérieure de la réduction des effectifs.

1.1.b Menaces humanitaires

20. En plus de la situation humanitaire désastreuse en Somalie, il est important de noter que le Gouvernement fédéral de Somalie a pris des mesures significatives pour éviter une famine et fournir des ressources et un soutien significatif pour faire face à la crise actuelle.

21. Le Gouvernement fédéral de Somalie, en collaboration avec les organisations humanitaires internationales et les partenaires, s'emploie activement à relever ces défis.

22. Des efforts ont été déployés pour fournir des ressources essentielles, notamment de la nourriture, de l'eau potable, des soins de santé et des abris, aux personnes affectées par la crise. En outre, le gouvernement a travaillé sur des initiatives de résolution des conflits afin d'atténuer les causes profondes des déplacements et de favoriser la paix et la stabilité dans les régions concernées.

23. Malgré les immenses défis posés par la crise humanitaire actuelle et les déplacements de population, le Gouvernement fédéral de Somalie reste déterminé à préserver le bien-être de ses citoyens et travaille avec diligence pour éviter une famine et fournir une aide vitale en cette période critique.

24. Le retrait du personnel de l'ATMIS nécessitera que les SSF reprennent les responsabilités en matière de sécurité avec des capacités de planification et de logistique conséquente, du moment il leur serait actuellement difficile de gérer à la fois les opérations contre les bastions d'AS et d'assurer la sécurité dans les zones sous contrôle gouvernemental. En outre, l'accès déjà restreint aux populations les plus vulnérables risque d'être encore plus limité. Le retrait pourrait perturber la fourniture de services essentiels tels que la nourriture, l'aide médicale et d'autres formes d'aide à la survie.

25. Pour ce qui est de la protection des civils, les BOA qui ont été remises jusqu'à présent n'ont pas connu de retour de populations déplacées. Cependant, tout changement soudain dans la dynamique de la sécurité en raison du retrait pourrait provoquer une augmentation des déplacements ou empêcher le retour en toute sécurité des personnes déplacées. La confiance entre les communautés locales et les autorités et les Forces de sécurité somaliennes pourrait être affectée si les progrès en matière de sécurité ne sont pas maintenus. Ce sera particulièrement le cas si les communautés ont le sentiment d'être exposées à un risque accru de représailles en raison des activités d'Al-Shabaab (par exemple, dommages causés aux points d'eau) ou d'autres acteurs armés non étatiques, par exemple, en cas d'augmentation de la violence inter et intra clanique (par exemple, attaques d'Al-Shabaab sur la BOA de Gerilley après la passation).

26. Pour atténuer ce risque, il est important que le GFS renforce l'engagement avec les acteurs de la protection dans le cadre des futurs processus de planification ATMIS/GFS/FSS entourant la fermeture et la remise des BOA, assurant ainsi une information précoce pour justifier la planification. La capacité des FSS et des autorités locales à reprendre les responsabilités actuellement assumées par l'ATMIS doit être renforcée afin d'éviter un vide sécuritaire. Bien plus, des mesures devraient être mises en place pour s'assurer que l'acheminement de l'aide humanitaire n'est pas perturbé par le retrait. L'ATMIS et le GFS doivent répondre aux préoccupations de la protection des civils et s'assurer que ces préoccupations sont effectivement prises en compte à temps pour la phase 2 du retrait.

27. En outre, il est tout aussi essentiel que le GFS entame le suivi et l'analyse de l'impact des fermetures/transferts prévus sur les populations locales pour la phase 2 du retrait et de transfert. En effet, il faudra consacrer des ressources et du temps à l'élaboration et à la réalisation d'évaluations personnalisées.

28. Ces facteurs soulignent le besoin urgent de ressources et de soutien supplémentaires pour les FSS et le GFS sur la voie de l'autosuffisance dans le contexte de la transition sécuritaire. Une augmentation significative du soutien logistique et financier de l'UNSO est essentielle pour permettre aux FSS d'assumer

et de gérer pleinement ses responsabilités en matière de sécurité et de maintenir les acquis de la phase 1 du retrait.

29. Les menaces abordées dans la présente évaluation, notamment les menaces sécuritaires posées par Al-Shabaab et les crises humanitaires en cours, peuvent avoir des répercussions importantes sur les futurs retraits si elles ne sont pas traitées ou atténuées de manière appropriée. Un retrait non coordonné pourrait créer un vide sécuritaire, perturber l'aide humanitaire, exacerber les conflits, saper l'autorité du gouvernement et augmenter le nombre de victimes civiles. L'évaluation des menaces a conclu à la nécessité d'une approche globale, qui renforce la capacité des FSS, assure l'acheminement de l'aide humanitaire, améliore la gouvernance et étend l'autorité de l'État afin de garantir une transition réussie et stable au cours du processus de retrait.

1.2 Évaluation de l'ATMIS

30. Malgré les défis sécuritaires importants, l'ATMIS a été en mesure de fournir un environnement propice au déroulement des processus politiques en apportant, conjointement, avec les FSS un soutien à la sécurité des élections.

31. En outre, l'ATMIS a mené avec succès des opérations indépendantes et conjointes avec les Forces armées somaliennes (SNAF), afin de dégrader AS dans tous les secteurs dans les régions de Hiran, du Moyen Shabelle et de Galgaduud, du Bas Juba et de Gedo.

32. Les forces de l'ATMIS ont réussi à maintenir une présence dans les secteurs, en tenant conjointement les centres de population prioritaires et en assurant la protection des communautés locales ainsi que du personnel de l'ONU, tout en continuant à sécuriser les principales voies d'approvisionnement, y compris les zones reprise à AS.

33. L'encadrement et l'assistance des FSS ont été maintenus et réalisés par le biais de la planification et de la coordination des opérations conjointes ainsi que de la colocalisation. Dans l'ensemble, et en partie, grâce à ce mentorat, les FSS ont, dans une certaine mesure, amélioré leur professionnalisme et leur capacité à planifier et à mener des opérations majeures de manière indépendante. Les opérations offensives menées avec succès par les forces du DANAAB de la SNAF, ainsi que par le Gorgor et d'autres unités de la SNAF dans la région de Hiran, le Bas-Chébéli, le Moyen-Chébéli et le Galmudug, en sont la preuve. Le point positif est que les patrouilles conjointes au niveau du terrain indiquent la volonté des deux parties de travailler ensemble.

34. Les BOA qui ont été remises aux FSS par l'ATMIS jouent un rôle essentiel dans l'infrastructure de sécurité globale de la Somalie. En raison des contraintes de temps et du manque de techniciens qualifiés, la formation dispensée au personnel des FSSF a été menée de manière ad hoc. Cela risque de compromettre l'intégrité opérationnelle des BOA. Le personnel des FSF n'étant pas uniformément formé, le risque de défaillances opérationnelles dans ces bases est accru. Il est donc suggéré que la formation soit anticipée et dispensée uniformément et bien à l'avance.

35. Comme conséquence, la formation ad hoc pourrait avoir involontairement créé une boucle de dépendance dans laquelle les FSS, lorsqu'elles sont confrontées à des défis au niveau des BOA, pourraient continuellement demander un soutien pour l'entretien de l'équipement et une formation à l'utilisation de l'équipement. Cela va à l'encontre de l'objectif principal de la remise des BOA, qui est de rendre les FSSF autonomes.

36. Cette expérience peut servir de précédent pour les futurs transferts. Il est essentiel que l'ATMIS, l'UNSOS et les FSS revoient les procédures de formation, en

veillant à ce que le personnel stationné aux BOA soit correctement équipé, tant en termes de compétences que d'équipements fonctionnels, pour faire face aux défis sécuritaires auxquels il est confronté au niveau des BOA.

37. Néanmoins, l'ATMIS a assuré une protection essentielle des infrastructures telles que les aéroports et les ports maritimes. Cela a permis de garantir la sécurité et de faciliter la circulation des biens, des services et des personnes, deux éléments importants pour la stabilité et la promotion de la croissance économique.

38. Au regard des activités de transition en cours, la SNAF mène des opérations à la fois défensives et offensives, ce qui indique que ses capacités sont sollicitées à l'excès. Toutefois, cela montre également sa capacité à s'adapter et à assumer des rôles variés. Alors que l'objectif premier de l'ATMIS est d'exécuter le mandat du CSNU, le souci premier de la SNAF consistant à mener des opérations offensives et défensives indépendantes a donné lieu à des priorités concurrentes. L'intention initiale du mandat du CSNU et le Concept d'opérations (CONOP) conjoint GFS-AU de l'ATMIS prévoyant de mener conjointement des opérations de déminage et de mise en forme pourrait être compromis si les priorités concurrentes persistent.

39. Enfin, le renforcement des capacités opérationnelles des SNAF a été l'une des priorités de l'ATMIS. En travaillant à l'unisson avec ses partenaires, la SNAF a renforcé sa capacité à mener des activités de coopération civilo-militaire (CIMIC) et des opérations de lutte contre les engins explosifs improvisés, renforçant ainsi l'appareil de sécurité de la région.

40. Cette évaluation souligne également les problèmes de coordination à plusieurs niveaux entre l'ATMIS et les FSS. Si des Centres d'opérations conjoints (JOC) existent dans les secteurs, leur inclusion de la SNAF à des étapes cruciales en ce qui concerne le partage d'informations et la planification opérationnelle conjointe semble être limitée. L'absence évidente de mécanismes de commandement et de contrôle (C2) entre l'ATMIS et les FSS constitue une préoccupation majeure.

41. Deux raisons principales ont été citées pour expliquer le manque de coordination entre les SSF et l'ATMIS en matière d'échange de renseignements. Premièrement, le redéploiement d'un nombre important de personnel de la SNAF du secteur 5 vers la région de Galmudug pour l'offensive contre Al-Shabaab a souligné la question des priorités conflictuelles résultant des opérations offensives en cours d'AS, ce qui a entraîné une modeste ténacité de la part des FSS. Deuxièmement, divers contingents au sein de l'ATMIS ont soulevé des préoccupations concernant les habilitations de sécurité appropriées du personnel de la SNAF.

42. En outre, le décalage dans la volonté de prise de risque entre l'ATMIS et les FSS pourrait être due à des expériences opérationnelles, des objectifs stratégiques et des perceptions des niveaux de menace différents. Cette situation est largement imputable aux priorités concurrentes des FSS et de l'ATMIS en ce qui concerne les CONOP et les objectifs opérationnels fondamentaux du GFS. Cette discorde, si elle n'est pas résolue, pourrait conduire à des stratégies opérationnelles incohérentes et même à des lacunes potentielles en matière de sécurité pour la planification de la phase 2.

43. Afin d'améliorer l'efficacité des mécanismes de coordination, l'ATMIS et les FSS peuvent s'attaquer aux problèmes décrits en menant les actions suivantes :

a. **Renforcer la coordination des Centres d'opérations conjoints (JOC) :** Les JOC doivent être plus inclusifs, avec des protocoles clairs pour le partage de l'information, la prise de décision et les opérations.

b. **Formation conjointe :** L'organisation de séances conjointes d'entraînement peut contribuer à instaurer la confiance et la compréhension entre les

forces. Ces sessions peuvent également permettre aux deux parties de se familiariser avec leurs capacités opérationnelles et protocoles respectifs.

1.3 Fonctionnement des BOA et défis

1.3.a La fonction des BOA

44. Suite au retrait réussi de 2 000 membres du personnel en uniforme de l'ATMIS, six bases d'opérations avancées (BOA), à savoir Xaaji Cali, Mirtaqwo, Cadaale, Arbaco, Geriley et Al-Jazeera-1, ont été transférées aux FSS. Le processus de transfert de ces BOA a nécessité une planification méticuleuse et des évaluations approfondies afin de s'assurer que les FSS seraient adéquatement équipée pour gérer les nouvelles responsabilités et les nouveaux défis qui accompagnent cette transition.

45. En outre, une BOA, Marka Ayub, a été démantelée. La décision de démanteler cette BOA a été guidée par une analyse stratégique des évaluations de sécurité globales des capacités et de l'efficacité opérationnelle de la SNAF.

46. L'état inchangé des menaces sécuritaires après le transfert des BOA aux FSS suggère que les FSS ont au moins été capables de maintenir leur position face aux menaces préexistantes. Malgré les contraintes potentielles en matière de ressources et d'entraînement, les FSS ont réussi à tenir les adversaires à distance, ce qui est louable. La capacité des FSS à maintenir le même niveau de sécurité démontre sa capacité à résister aux menaces existantes.

47. Toutefois, l'évaluation a révélé la nécessité d'une identification, d'une hiérarchie et d'une structure claire des forces militaires, détaillant à la fois les unités en place et leurs capacités. Actuellement, les capacités des unités de la SNAF déployées en Somalie et en particulier à proximité des bases d'opérations avancées ne disposent pas d'une structure organisationnelle complète et actualisée qui mette en évidence les lacunes existantes en matière de capacités dans chaque base d'opérations avancées, ce qui a de sérieuses implications.

48. Une structure organisationnelle actualisée aidera la SNAF à prendre des décisions éclairées pendant les opérations. Le manque de données sur les capacités existantes peut conduire à des décisions tactiques erronées, susceptibles d'entraîner l'échec de la mission ou des pertes inutiles. Au niveau stratégique, cela peut nuire à la capacité de formuler des politiques de défense et de sécurité cohérentes à long terme, d'allouer les ressources de manière efficace et d'établir des doctrines militaires solides. En outre, sans une compréhension claire des unités et des capacités en place, il pourrait y avoir des acquisitions redondantes ou, à l'inverse, des lacunes critiques en matière d'équipement, de formation ou de main-d'œuvre. Par conséquent, une structure organisationnelle précise et actualisée facilitera la planification logistique, en garantissant que les unités sont réapprovisionnées et renforcées si nécessaire. Sans cela, il pourrait y avoir des décalages entre ce dont les unités ont besoin et ce qu'elles reçoivent. Plus important encore, il est difficile de déterminer la capacité de combat réelle d'une force, ce qui peut conduire à un excès de confiance ou à une sous-estimation des capacités des SNAF.

49. En outre, le manque de capacités en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) et d'aviation au sein des Forces armées nationales somaliennes (SNAF) a des conséquences considérables. Les capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance jouent un rôle essentiel dans la compréhension de l'environnement opérationnel en temps réel dans les zones d'opérations. Sans capacités ISR efficaces, les Forces armées nationales somaliennes peuvent avoir du mal à obtenir en temps utile des renseignements sur les mouvements, les forces ou les intentions de l'ennemi, ce qui les place dans une position stratégique désavantageuse. En outre, il est actuellement difficile pour les SNAF de détecter et

de contrer les menaces à un stade précoce, ce qui se traduit par des embuscades tendues par des adversaires tels qu'Al-Shabaab. Cette situation a entraîné des pertes plus importantes que celles de l'ATMIS.

50. Étant donné que les Forces armées nationales somaliennes (SNAF) assument des responsabilités supplémentaires en matière de sécurité, la capacité aérienne est essentielle non seulement pour les opérations offensives, mais aussi pour le déploiement rapide des troupes, les missions d'évacuations sanitaire/médicale (CASEVAC/MEDEVAC) et les missions de réapprovisionnement. Actuellement, la capacité des SNAF à répondre rapidement aux menaces émergentes ou à déplacer des forces sur différents fronts a été considérablement réduite.

51. En outre, actuellement, les SNAF dépendent fortement du Bureau d'appui des Nations unies en Somalie pour la fourniture de soutien logistique par le biais d'hélicoptères. Certes, ce soutien est bénéfique, mais une dépendance excessive peut entraîner des contraintes opérationnelles et s'avérer politiquement sensible. En outre, l'absence de moyens de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'aviation signifie que les forces armées somaliennes n'ont pas la profondeur stratégique nécessaire pour projeter leur puissance au-delà de leurs zones de contrôle immédiates ou pour poursuivre efficacement des ennemis qui battent en retraite. En l'absence d'un soutien intégré en matière de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'aviation, les forces terrestres risquent d'opérer sans couverture aérienne, sans renseignement en temps réel ou sans pouvoir exploiter les moyens aériens pour obtenir des avantages tactiques.

52. Toutefois, il convient de noter que même si les SNAF devaient acquérir des moyens de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'aviation à l'avenir, elles seraient confrontées à des défis en matière de formation du personnel à l'exploitation et à l'entretien de ces systèmes. Cela nécessiterait également des investissements en infrastructures dans les bases aériennes, des installations de maintenance et des systèmes de communication. Les coûts fixes/investissements requis sont à forte intensité de capital. Le Gouvernement fédéral de Somalie (FGS) aurait besoin d'importantes ressources financières, ce qui pourrait s'avérer difficile compte tenu des projections budgétaires actuelles de l'État. Le Gouvernement fédéral devra probablement compter sur l'aide internationale, les dons ou les conventions d'achat.

53. Pour atténuer ces difficultés, il est essentiel que le Gouvernement fédéral de Somalie mette l'accent sur l'établissement de partenariats susceptibles de combler temporairement ces lacunes en matière de capacités, tout en investissant dans le développement à long terme de ses infrastructures ISR et d'aviation, ainsi que dans la formation de son personnel. Il s'agit notamment de tirer parti des programmes internationaux de formation militaire, d'explorer des solutions ISR rentables (comme les drones commerciaux) et de rechercher des partenariats internationaux pour des opérations de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'aviation conjointes.

54. Le retrait simultané du personnel en uniforme de l'ATMIS et des opérations offensives des Forces de sécurité somaliennes a plusieurs conséquences significatives pour ces dernières. La double exigence de s'adapter aux territoires nouvellement transférés tout en gérant les complexités mettra à rude épreuve les ressources et les capacités de commandement des Forces de sécurité somaliennes. Le Gouvernement fédéral de Somalie doit s'assurer que les SSF disposent des effectifs et des capacités nécessaires pour combler le vide laissé par le départ des troupes de l'ATMIS. Avec les opérations en cours et la nécessité de sécuriser simultanément les zones nouvellement transférées, les Forces de sécurité somaliennes pourraient se retrouver

à court d'effectifs. Toute extension excessive pourrait conduire à une diminution des capacités de réponse, ce qui rendrait certaines zones vulnérables.

55. Le manque de coordination dans certains secteurs au cours des opérations pourrait être exploité par les adversaires. Des groupes d'insurgés comme Al-Shabaab peuvent percevoir ces périodes de transition comme des moments opportuns pour organiser des attaques, en capitalisant sur d'éventuelles lacunes en matière de sécurité ou sur la confusion. Il convient toutefois de noter que des efforts ont été déployés pour relever ces défis.

56. La gestion des opérations exige un cadre logistique bien organisé. Les Forces de sécurité somaliennes doivent s'assurer que les fournitures, les équipements et les renforts peuvent être rapidement acheminés là où ils sont nécessaires, en particulier si le retrait de l'ATMIS a un impact sur les chaînes logistiques existantes.

57. En outre, en cas de menace inattendue ou de situation de violation, les Bases opérationnelles avancées en sous-effectif pourraient ne pas disposer des forces de réaction rapide nécessaires pour contrer la situation rapidement, ce qui entraînerait des affrontements prolongés ou, dans le pire des cas, la perte de contrôle de certaines parties de la Base opérationnelle avancée. Il convient de noter que le dispositif tactique des Forces armées nationales somaliennes diffère sensiblement de celui de l'ATMIS, car les Forces armées nationales somaliennes sont plus mobiles et plus agiles par nature. L'approvisionnement adéquat des grandes bases opérationnelles avancées en fournitures, munitions et équipements nécessaires devient un défi, notamment si le personnel disponible est insuffisant et si les principaux itinéraires logistiques sont menacés. En outre, étant donné que les Forces armées nationales somaliennes se focalisent sur les offensives contre Al-Shabaab, les ressources nécessaires, telles que la logistique, les fournitures et les équipements de communication, pourraient être mises à rude épreuve, ce qui compromettrait encore davantage le bon fonctionnement des bases opérationnelles avancées.

58. Les Forces armées nationales somaliennes (SNAF) ont maintenu avec succès les bases opérationnelles avancées qui leur ont été transférées. Toutefois, il convient de noter que les futures bases opérationnelles avancées ne seront peut-être pas de nature périphérique. En outre, le succès relatif dans ces régions peut également être dû à la proximité de l'ATMIS autour des bases opérationnelles avancées transférées, toute chose qui peut avoir un effet dissuasif. Ce phénomène pourrait ne pas être reproduit dans des régions plus éloignées où l'ATMIS ou la menace latente des forces alliées n'existent pas. Par conséquent, pour la planification de la phase 2, il est essentiel de procéder à une évaluation de la menace qui tienne compte de l'éloignement relatif des bases opérationnelles avancées, du renforcement du soutien existant dans les bases opérationnelles avancées qui doivent être transférées ou démantelées.

59. Compte tenu de ces défis, il est impératif que le Gouvernement fédéral de Somalie réévalue la nécessité stratégique de maintenir des bases opérationnelles avancées importantes, surtout si elles ne peuvent pas être dotées d'effectifs suffisants. Il conviendrait de prendre en considération les éléments suivants :

a. **Priorité opérationnelle** : Si l'offensive contre Al-Shabaab est jugée plus prioritaire, il est alors essentiel de s'assurer que les bases opérationnelles avancées ne deviennent pas des points de vulnérabilité. Cela pourrait signifier le retrait temporaire ou la consolidation de certaines bases opérationnelles avancées. Les Forces armées nationales somaliennes doivent déterminer et planifier le maintien d'un nombre limité de bases opérationnelles avancées qui présentent un intérêt stratégique et opérationnel.

b. **Redimensionnement ou réinstallation des bases opérationnelles avancées** : En fonction de l'importance stratégique, certaines bases opérationnelles avancées pourraient être redimensionnées afin d'être plus faciles à gérer.

c. **Multiplicateurs de force** : Tirer parti de multiplicateurs de force tels que les drones pour la surveillance, les systèmes d'alerte précoce ou même l'intégration des milices locales pour renforcer la sécurité.

60. Il est donc crucial pour le Gouvernement fédéral de Somalie de maintenir un équilibre entre les opérations offensives et le maintien de la sécurité et de la fonctionnalité des bases opérationnelles avancées.

1.3.b Retrait et impact sur les populations civiles

61. Au cours du processus de retrait, les bases opérationnelles avancées connaissent généralement l'une des deux transitions majeures suivantes. Premièrement, une base opérationnelle avancée peut être transférée aux Forces armées nationales somaliennes. Deuxièmement, une base opérationnelle avancée peut être entièrement fermée. Les emplacements des bases opérationnelles avancées sont stratégiques. Certaines se trouvent à proximité des centres de district, tandis que d'autres sont situées dans des régions plus rurales, principalement le long des routes principales qui relient les centres de district.

62. Le rôle des bases opérationnelles avancées de l'ATMIS dans ces régions n'est pas de fournir des services directement aux populations civiles. Mais, leur présence, associée à celle des Forces de sécurité somaliennes, crée un environnement sécurisé. Cette stabilité est essentielle pour l'extension effective de l'autorité de l'État, ainsi que pour les partenaires engagés dans des initiatives de stabilisation et d'aide humanitaire. En particulier, la plupart de ces bases opérationnelles avancées sont équipées de leurs propres sources d'eau, telles que des forages. Cette approche permet de ne pas épuiser les ressources de la communauté. Au-delà de leur autonomie, il convient de noter que les bases opérationnelles de l'ATMIS et les Forces armées nationales somaliennes ont l'habitude de partager leurs réserves d'eau avec les communautés environnantes. Cependant, leurs capacités énergétiques présentent des limites évidentes. Compte tenu de leur emplacement, souvent à la périphérie, ces bases opérationnelles avancées ne peuvent généralement pas fournir de l'électricité aux communautés adjacentes ou aux centres de district.

63. Les ramifications de la transition d'une base opérationnelle avancée sur les ressources communautaires sont multiples. Si une base opérationnelle avancée de l'ATMIS est transférée aux Forces armées nationales somaliennes, on s'attend généralement à ce que le forage ou le puits associé à cette base soit également transféré. Inversement, lorsqu'une base opérationnelle avancée est fermée, la procédure habituelle consiste à démanteler tous les équipements de forage qui y sont associés. Il incombe alors aux communautés locales ou aux autorités de district de trouver des solutions alternatives, telles que l'achat et l'installation de pompes ou de générateurs.

64. L'impact lié à la transition d'une base opérationnelle avancée sur les personnes déplacées varie en fonction de la situation géographique de la base opérationnelle avancée. Dans les situations où les Forces de sécurité somaliennes sécurisent un centre de district, on observe que l'impact sur les sites de déplacés et sur la fourniture de services est minime. Les régions telles que Beledweyne en témoignent. Cependant, la dynamique change légèrement dans les zones plus rurales. Des localités comme Qorilow ou Mirtaqwo à Hirshabelle peuvent abriter un nombre limité d'établissements de personnes déplacées. Cependant, il est crucial de reconnaître que

la grande majorité des sites de déplacés sont principalement situés dans les centres de district.

65. Pour situer la relation entre les bases opérationnelles avancées et les personnes déplacées dans un contexte plus large : sur les 67 bases opérationnelles actuellement sous la responsabilité de l'ATMIS, il y a des centaines de sites de personnes déplacées dans les zones environnantes. L'emplacement stratégique de ces sites est évident, car beaucoup sont regroupés autour de régions sûres et protégées, en particulier les capitales d'État et les centres de district. La tâche de maintenir la sécurité et d'assurer l'accès à ces sites de personnes déplacées incombe principalement aux forces de sécurité gouvernementales. On peut observer cette dynamique dans des endroits comme Beledweyne. De nombreux sites de personnes déplacées se trouvent autour de la ville. Cependant, la base de l'ATMIS située à l'aéroport n'a pas pour mandat de protéger ou de superviser ces camps de personnes déplacées. Leur placement autour de Beledweyne est principalement dû à l'infrastructure de sécurité globale de la ville.

1.4 Enseignements tirés de la Phase 1 du retrait

66. Malgré les difficultés, le Comité technique tripartite composé de représentants du Gouvernement fédéral de Somalie, de l'ATMIS et du BANUS a veillé à ce que la Phase 1 du retrait de 2 000 soldats de la zone de mission soit menée à bien dans les délais impartis, soit le 30 juin 2023. Certains des enseignements cruciaux tirés sont, entre autres, comme suit :

a. Enseignements stratégiques

1) L'intégration des forces de sécurité du Gouvernement fédéral de Somalie et des États membres fédéraux est essentielle pour une reprise et un maintien cohérents et durables des bases opérationnelles avancées et la protection des populations.

2) L'implication des autorités des États membres fédéraux dans les questions de retrait conformément à l'architecture de sécurité nationale est essentielle.

3) Les retards dans la prise de décision au niveau stratégique ont empêché la mise en œuvre en temps voulu du retrait.

b. Enseignements tirés en matière de sécurité

1) Priorités concurrentes en matière de sécurité entre les forces du Gouvernement fédéral de Somalie et celles de l'ATMIS. Le Comité technique tripartite a été informé que l'exigence prioritaire du Gouvernement fédéral de Somalie est de mener des opérations offensives et non de prendre le contrôle des bases opérationnelles avancées. Le mandat de l'ATMIS consiste à protéger les principaux centres de population et à assurer la protection des forces.

2) En ce qui concerne les phases de retrait ultérieures, le Gouvernement fédéral de Somalie/les Forces armées nationales somaliennes/le Concept d'opérations doit être disponible bien à l'avance afin de permettre une planification adéquate et en temps opportun.

3) La nécessité d'une protection renforcée et continue des forces a contraint certains pays contributeurs de troupes à conserver, à leurs propres frais, des forces dont le retrait était prévu.

4) L'absence de planification globale de la sécurité des centres de population entourant les bases opérationnelles avancées.

c. Enseignements tirés sur le plan administratif

1) Les calendriers relatifs au transfert/à la reprise du contrôle (HOTO) n'ont pas favorisé la mise en œuvre en temps voulu de l'opération de retrait, y compris l'orientation des troupes des Forces armées nationales de Somalie en vue de la reprise des responsabilités en matière de sécurité.

2) Le recours à des entrepreneurs locaux devrait être encouragé dans la mesure où l'approvisionnement à partir de Mogadiscio n'est qu'un dernier recours en raison des contraintes de temps, afin de faciliter le transport des troupes et de l'équipement dans les délais impartis.

3) La remise aux Forces armées nationales somaliennes (SNAF) du matériel en état de fonctionnement se trouvant dans les bases d'opérations avancées.

4) Il est nécessaire d'accroître les capacités des Forces armées nationales somaliennes, en particulier dans les domaines de l'aviation, de la logistique et du « renseignement, surveillance et reconnaissance ».

1.5 Besoins de financement

67. Le financement pour permettre aux Forces de sécurité somaliennes de continuer à assumer les responsabilités de l'ATMIS en matière de sécurité est essentiel à la réussite de la mise en œuvre de l'architecture de sécurité nationale. Ces besoins sont essentiels dans le cadre des contributions au fonds d'affectation spéciale du BANUS et des contributions statutaires du BANUS.

68. Le fonds d'affectation spéciale Forces de sécurité somaliennes-BANUS reste un mécanisme financier vital qui soutient les opérations offensives des Forces de sécurité somaliennes. Il fournit des ressources pour le soutien non léthal tel que le soutien logistique et le renforcement des capacités. Les contributions à ce fonds sont essentielles pour continuer à fournir ces services qui sont indispensables à la réussite de la mise en œuvre de la transition sécuritaire. En raison du changement du rythme opérationnel de l'offensive contre Al-Shabaab et du renforcement des capacités des Forces de sécurité somaliennes en tant que force professionnelle et compétente, le soutien logistique actuel est jugé insuffisant. Compte tenu de l'augmentation de la demande en matière de logistique, les besoins opérationnels des Forces de sécurité somaliennes devraient être réévalués au fur et à mesure que les Forces de sécurité somaliennes assumeront les responsabilités de l'ATMIS et les coûts des activités de transition planifiées. Cela permettra de s'assurer que les Forces de sécurité somaliennes disposent des ressources financières nécessaires pour poursuivre les activités de transition et atteindre les objectifs souhaités d'ici à la fin de 2024.

69. Par conséquent, il est nécessaire que le Gouvernement fédéral de Somalie et les Nations Unies procèdent conjointement à un examen des activités prévues et des coûts connexes afin d'estimer les contributions nécessaires au fonds d'affectation spéciale du BANUS, étant donné que les activités de transition, y compris le retrait, sont en cours.

70. Dans le cadre des responsabilités croissantes assumées par les Forces de sécurité somaliennes à la suite de la Phase 1 du retrait du personnel de l'ATMIS, les Forces de sécurité somaliennes ont fait preuve de compétences opérationnelles et fiscales louables. Les Forces de sécurité somaliennes ont fait montre d'un engagement en matière de redevabilité, en faisant preuve d'une responsabilité fiscale exemplaire. La gestion fiable des fonds, associée à la preuve de la compétence opérationnelle, met en exergue la capacité des Forces de sécurité à gérer et à utiliser efficacement tout soutien supplémentaire fourni par le BANUS, comme le souligne le rapport de

référence de l'évaluation technique conjointe pour le transfert des responsabilités en matière de sécurité en Somalie. Le Gouvernement fédéral de Somalie souligne l'importance cruciale pour le BANUS de renforcer son soutien logistique aux Forces de sécurité somaliennes dans la mesure où celles-ci assument davantage de responsabilités qui leur ont été transférées par l'ATMIS.

71. Ces défis soulignent la nécessité d'un examen approfondi et peut-être d'une réévaluation de la structure de coopération actuelle entre l'ATMIS, le BANUS et les Forces de sécurité somaliennes. Alors qu'ATMIS poursuit son retrait, les capacités des Forces de sécurité somaliennes à opérer de manière indépendante, avec une fonctionnalité complète, deviennent encore plus critiques. Il est primordial de remédier à ces lacunes logistiques et opérationnelles pour assurer la stabilité et la sécurité de la Somalie.

PARTIE 2 : PLAN DÉTAILLÉ ET ÉCHÉANCIER DE RETRAIT DE L'ATMIS

Plan de retrait des bases opérationnelles avancées potentielles à démanteler/transférer

72. Le Comité tripartite a été mis en place en avril de cette année entre le Gouvernement fédéral de Somalie, l'ATMIS et le BANUS en vue de coordonner la Phase 1 du retrait de 2 000 soldats. Le même comité a été retenu pour coordonner la Phase 2 du retrait de 3 000 soldats et, par conséquent, les travaux ont commencé au début du mois de juillet 2023. Au cours des travaux du comité, l'ATMIS a présenté une proposition de 15 Bases opérationnelles avancées sur la base d'un arrangement au prorata de 30 pour cent pour l'ensemble des effectifs déployés par les PCT. Cette proposition n'a pas rencontré l'assentiment du Gouvernement fédéral de Somalie en raison de ce qu'ils ont appelé les priorités tactiques, opérationnelles et sécuritaires. L'ATMIS, le Gouvernement fédéral de Somalie et le BANUS ont décidé de présenter une proposition hybride qui a permis de définir les effectifs suivants avec 10 bases opérationnelles avancées (BOA), comme l'indique le tableau ci-dessous.

SER	SECTEUR	PCT	QUOTA POUR LE RETRAIT	BOA À TRANSFÉRER/ FERMER	REMARQUES
1.	1	UPDF	734	CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS	TRANSFERT PAR LES FORCES ARMÉES NATIONALES SOMALIENNES
				PARLIAMENT	TRANSFERT PAR LES FORCES ARMÉES NATIONALES SOMALIENNES
2.	2/6	KDF	754	BUUR XAAJI	FERMETURE
				SARILEEY	FERMETURE
				KISMAYO OLD AIRPORT 2	TRANSFERT PAR JSF
3.	3	ENDF	507	KISMAYO OLD AIRPORT 1	TRANSFERT PAR JSF
4.	4	DNDF	271	DHUSAMAREEB	TRANSFERT PAR LES FORCES ARMÉES NATIONALES SOMALIENNES
5.	5	BNDF	734	BIYO-CADDE	TRANSFERT PAR LES FORCES ARMÉES NATIONALES SOMALIENNES

				RAAGA-CEELE	TRANSFERT PAR LES FORCES ARMÉES NATIONALES SOMALIENNES
				QORILOW	TRANSFERT PAR LES FORCES ARMÉES NATIONALES SOMALIENNES
	TOTAL		3,000		

Calendrier de la Phase 2 du retrait de 3 000 soldats

Sr	Activités conformes aux SOP/directives du BANUS	Date
1.	Recce de BOA	31 août – 10 sept. 23
2.	Transfert des BOA de Priorité 1	10-12 sept. 23
	c. Transfert Kismayo Old Airport dans le Secteur 6 pour KDF	12 sept. 23
	d. Transfert Kismayo Old Airport dans le Secteur 6 pour ENDF	12 sept. 23
3.	Transfert de la BOA de Priorité II	14 sept. 23
	a. Transfert Biyo-cadde dans le Secteur 5 pour BNDF	14 sept. 23
4.	Transfert/fermeture des BOA de Priorité III	21-27 sept. 23
	a. Fermeture Buur xaaji dans le Secteur 2 pour KDF	21 sept. 23
	b. Fermeture Serileey dans le Secteur 2 pour KDF	22 sept. 23
	c. Transfert Dhuusamareeb dans le Secteur 4 pour DNDF	24 sept. 23
	d. Transfert Chambre basse dans le Secteur 1 pour UPDF	25 sept. 23
	e. Transfert Chambre des représentants dans le Secteur 1 pour UPDF	25 sept. 23
	f. Fermeture Raaga Ceele dans le Secteur 5 pour BNDF	26 sept. 23
	g. Fermeture Qorilow dans le Secteur 5 pour BNDF	27 sept. 23
5.	Achèvement du transfert de documents	28 sept. 23
6.	Cérémonie officielle de transfert	29 sept. 23

Approches novatrices pour préserver les acquis du Gouvernement Fédéral de Somalie sur le terrain

73. Les Forces armées nationales somaliennes devraient poursuivre la mise sur pied d'une force intégrant les forces de sécurité des États membres fédéraux et les milices locales afin de les soutenir dans les opérations offensives. Il est demandé au BANUS d'étendre son soutien à ces forces des États membres fédéraux.

74. L'ATMIS mènera des opérations offensives mobiles pour appuyer les Forces armées nationales somaliennes et, dans le même temps, sécurisera les installations vitales du gouvernement, des Nations unies et de ses agences affiliées, des partenaires internationaux, des centres habités, des MSR et soutiendra les opérations d'aide humanitaire qui se dérouleront dans sa zone de responsabilité.

75. Nous nous attendons à ce que des multiplicateurs de force, tels que des hélicoptères, soient déployés d'ici octobre pour introduire et retirer des troupes et fournir un soutien aérien rapproché (CAS) en appui aux opérations offensives conjointes.

76. Soutien des partenaires avec des capacités d'appui aérien rapproché, comme des drones armés, et collecte de renseignements pour appuyer les opérations conjointes.

77. Des mesures devraient être mises en place pour maintenir les zones libérées, que ce soit avec des forces locales ou les Forces de sécurité somaliennes, afin de préserver les acquis.

RECOMMANDATIONS

78. Le rapport d'évaluation technique conjointe (ATC) a fourni une analyse complète des défis et des opportunités liés aux enseignements tirés de la Phase 1 du retrait ainsi que de la planification de la Phase 2. Sur la base des réflexions et des conclusions du rapport, les recommandations suivantes sont proposées pour guider les parties prenantes à cette transition cruciale :

a. Recommandations stratégiques et en matière de sécurité :

1) **Renforcer l'intégration :** Promouvoir une intégration et une coopération accrues entre les forces de sécurité du Gouvernement fédéral de Somalie (FGS) et des États membres fédéraux (FMS). Cette synergie est essentielle pour un transfert cohérent et durable des responsabilités en matière de sécurité.

2) **Poursuivre la mise en œuvre de NSArch :** Associer de manière active les autorités des États membres fédéraux aux processus de prise de décision liés au transfert des responsabilités en matière de sécurité. Aligner ces processus sur l'architecture de sécurité nationale afin d'assurer la prise en compte des perspectives et des priorités régionales.

3) **Harmoniser les priorités en matière de sécurité :** Harmoniser les priorités en matière de sécurité : Résoudre les conflits liés aux priorités en matière de sécurité entre le Gouvernement fédéral de Somalie et la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS). Assurer une harmonisation claire des objectifs du mandat de l'ATMIS et des objectifs de sécurité du Gouvernement fédéral de Somalie, notamment en ce qui concerne les opérations offensives et le transfert des bases opérationnelles avancées (FOB).

4) **Planification globale de la sécurité :** Élaborer et mettre en œuvre une planification globale de la sécurité pour les centres de population entourant les bases opérationnelles avancées. Cette planification doit tenir compte de la dynamique de sécurité propre à chaque zone et assurer des transitions harmonieuses.

b. Recommandations relatives à l'administration et à la coordination

1) **Renforcer et améliorer les capacités et les compétences des Forces de sécurité somaliennes :** Renforcer et améliorer les capacités et les compétences des FOS : Investir dans les capacités des Forces armées nationales somaliennes, en particulier dans les domaines de l'aviation, de la logistique et du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance (ISR). Ces améliorations sont essentielles pour permettre à aux Forces de sécurité somaliennes d'opérer de manière efficace et indépendante.

2) **Assurer un transfert efficace des équipements :** Donner la priorité au transfert aux Forces armées nationales somaliennes des équipements des BOA en bon état de fonctionnement, afin de maintenir l'intégrité opérationnelle.

3) **Optimiser les échéances des opérations de transfert (HOTO)** Réviser les calendriers de transfert/prise de contrôle (HOTO) afin de mieux soutenir l'exécution en temps voulu de l'opération de retrait. Prévoir suffisamment de temps pour l'orientation des troupes des Forces armées nationales somaliennes en vue de les préparer à assumer les responsabilités en matière de sécurité.

c. Recommandations relatives au financement et aux ressources

1) **Examiner les besoins de financement** : Réaliser conjointement un examen complet des activités prévues et des coûts connexes afin d'estimer les contributions nécessaires au fonds d'affectation spéciale du BANUS. Réévaluer les besoins en matière de soutien logistique à mesure que les Forces de sécurité somaliennes assume des responsabilités supplémentaires que l'ATMIS leur a transférées.

2) **Renforcer le soutien du BANUS** : Saluer les compétences fiscales louables dont fait preuve les Forces de sécurité somaliennes dans la gestion des fonds et des opérations. Dans ce contexte, renforcer le soutien logistique fourni par le Bureau d'appui des Nations unies en Somalie (BANUS) aux Forces de sécurité somaliennes afin de consolider leurs capacités de transition.

3) **Examiner la structure de coopération** : Entreprendre un examen approfondi de la structure de coopération entre l'ATMIS, le BANUS et les Forces de sécurité somaliennes. Veiller à ce que les capacités des Forces de sécurité somaliennes à opérer de manière indépendante avec toutes les fonctionnalités soient prioritaires. Remédier aux insuffisances logistiques et opérationnelles afin d'assurer la stabilité et la sécurité en Somalie.
